

SOULEVEMENT DU PEUPLE TIBETAIN CONTRE L'INVASION CHINOISE 10 MARS 1959 A LHASSA

HISTORIQUE

C'est au cours des années 1949/50 que les troupes chinoises envahissent le territoire tibétain. Le Tibet lance alors un appel à la communauté internationale qui restera lettre morte. Les troupes communistes écrasent une petite armée tibétaine et bombardent le Fort de Tch'amdo où siège le Gouverneur du Kham (en tibétain : Dotchi), Ngabo Ngawang Jigmé qui fut capturé. Le seul occidental présent dans la région, Robert Ford, opérateur de radio au service du gouvernement tibétain, est également arrêté. Il sera relâché après cinq ans d'emprisonnement et de tentatives de lavage de cerveau. Or, le prétexte officiel pour justifier l'intervention militaire chinoise est de « libérer le Tibet du joug des forces impérialistes occidentales présentes au Tibet et de mater les éléments contre-révolutionnaires » dans les populations tibétaines. Radio Pékin annonce que « Les objectifs de l'Armée de libération populaire, pour 1950, sont de libérer Formose, Hainan et le Tibet des impérialismes américain et anglais ». Or, au moment de l'entrée des troupes communistes chinoises au Tibet, seuls sept occidentaux, en tout et pour tout, vivaient dans l'ensemble du Tibet et parmi eux pas un seul Américain, ni quiconque qui pourrait prétendre au nom d'impérialiste !!. Voici la liste de ces Occidentaux :

Heinrich Harrer (Autrichien), réfugié au Tibet au cours de la 2^{ème} guerre mondiale, engagé au projet hydroélectrique et à l'élaboration du plan cartographique de Lhassa qui, par ailleurs, quitta le Tibet dès qu'il pressentit la menace réelle d'une invasion chinoise.

Peter Aufschnaiter (Autrichien) réfugié au Tibet au cours de la 2^{ème} guerre mondiale, engagé au projet hydroélectrique à Lhassa

Reginald Fox (Anglais), opérateur de radio engagé par le Gouvernement du Tibet à Lhassa

Robert Ford (Anglais), opérateur de radio engagé par le Gouvernement du Tibet à Tchamdo.

Hugh Richardson (Anglais), ambassadeur à la Mission de l'Inde qui bientôt transféra le pouvoir à un Indien nommé pour le remplacer, l'Inde étant devenue Indépendante depuis août 1947

Geoffroy Bull (Anglais), missionnaire chrétien

Nedbailoff (réfugié Russe), électricien engagé au projet hydroélectrique à Lhassa par le gouvernement du Tibet.

Une fois qu'elle eut occupé la moitié du territoire tibétain et atteint la rive du fleuve de Dzachu (Mékong), la Chine obligea le gouvernement du Tibet à entrer en négociation.

Seule face à la Chine, une petite délégation tibétaine fut contrainte de signer, en mai 1951, à Pékin, l'infâme « Accord en 17 Points » dans lequel le Tibet fut forcé d'abandonner sa souveraineté. Aujourd'hui, la Chine s'appuie essentiellement sur ce texte pour légitimer sa présence au Tibet. Mais comme nous le verrons, cet accord fut signé dans des conditions pour le moins rocambolesques.

Dès le début de la discussion, la partie chinoise indiqua clairement qu'il était hors de question de discuter sur le « statut du Tibet » mais seulement « les modalités pour son intégration à la mère-patrie ». Les Tibétains n'eurent aucun choix car Li Weihan, l'interlocuteur de Mao Tsétoung, les bien menaça en ces termes : « si vous ne signez pas cet accord, nous donnerons l'ordre à nos troupes (positionnées sur la rive du fleuve Mékong) d'avancer plus vers le Tibet central ». Puisque les émissaires tibétains n'avaient

aucun pouvoir de signer quoi que ce soit, ils n'avaient pas amené le sceau du gouvernement du Tibet. Finalement, la Chine se résolut à fabriquer sur place à Pékin, des sceaux-signature, qui furent apposés sur chaque signature manuscrite. Cet accord inique sera dénoncé plus tard par le XIVème Dalai-Lama qui par ailleurs, l'apprit par Radio Pékin. Il s'ensuivit, pour le Tibet bouddhiste et la Chine communiste, une période de neuf années de coexistence difficile.

Les Tibétains du Nord-Est (province d'Amdo) et de l'Est du Tibet (province du Kham) qui assistèrent les premiers à l'intrusion de l'Armée populaire de libération, fuirent devant la répression chinoise croissante et durent gagner les zones rurales. C'est là qu'une résistance armée s'organisa, laquelle se propagea bientôt dans tout le Tibet. Les provinces de l'Amdo et du Kham furent la scène d'un cycle résistance-répression tristement célèbre dans la mémoire des Tibétains. Il contraignit des milliers de Tibétains à fuir vers le Tibet central et vers Lhasa, relativement plus sûrs. Mais le ressentiment de ces populations, engendré par l'arrogance et la violence avec lesquelles la Chine traitait le gouvernement tibétain, s'abreuva encore des récits de destruction des monastères et de massacres de lamas et de moines que rapportaient les réfugiés venus du Tibet oriental. Bientôt, le mécontentement qui couvait se traduisit par une défiance ouverte à l'égard de la Chine et le rejet de son pouvoir.

En 1958, sous la conduite de Andruk Gonpo Tashi, une armée dite des « résistants volontaires pour la protection du Tibet » (bstan srung dwang blang dmag) fut créée à Lhokha au sud du Tibet.

Comment peut-on honnêtement parler de la « libération pacifique du Tibet » alors que 40 000 troupes s'activent dans la capitale du Tibet-Lhasa, qui ne comptait que 25 000 habitants ?

Le 10 mars 1959, ce sont des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui descendent dans les rues de Lhasa pour réclamer l'indépendance du Tibet. Ce mouvement de protestation, porté par une population déjà exaspérée, fut réprimé dans un bain de sang. Selon une estimation chinoise, près de 87 000 Tibétains furent massacrés dans le seul Tibet central. Il fallut un peu plus de trois jours à l'Armée Populaire de Libération pour venir à bout du soulèvement, mais elle ne réussit pas à étouffer le mouvement de résistance qui se répandait dans tout le Tibet.

Le soulèvement du 10 mars et sa répression sans restriction eurent pour conséquence la fuite vers l'Inde du Dalai-Lama, des membres de son gouvernement et d'environ 80 000 Tibétains. Le gouvernement tibétain en exil, depuis son siège de Dharamsala, petite ville située au nord de l'Inde dans les contreforts de l'Himalaya, a développé, sous la conduite du Dalai-Lama, une résistance non violente à l'occupation chinoise, résistance qui a donné naissance à un Mouvement pour la liberté du peuple tibétain étendu aujourd'hui à l'échelle mondiale.

Le soulèvement du 10 mars 1959 à Lhasa, fut un événement charnière dans l'histoire de la résistance des femmes tibétaines. En effet, **le 12 mars 1959**, les femmes tibétaines organisèrent une manifestation nationale contre l'invasion chinoise à Lhasa, rejoignant les hommes dans leur résistance active. Environ 15000 femmes y participèrent. La répression fut tout aussi massive envers les femmes et marqua le début d'une répression totale. Plusieurs milliers de celles-ci furent arrêtées et, plus particulièrement, les dirigeantes de cette manifestation – Kundéling Kunsang, Galing Shar Choe-la, Pékong Penpa Dolma, Tawutsang Dolkar, Demo Chimé, Tsong Khang Mémé, Kukarshar Kelsang, Risur Yangchen qui furent publiquement exécutées par la suite. Sans oublier le sort réservé aux centaines de femmes tibétaines qui dès 1955, se sont engagées dans la résistance armée contre l'invasion chinoise au Tibet oriental

comme le démontrent les témoignages de Ama Adhe et Ani Patchen.

Chronologie détaillée des étapes de l'invasion du Tibet par la Chine :

Afin de mieux comprendre l'histoire de l'invasion du Tibet, nous publions une chronologie détaillée :

1er octobre 1949 : Mao Tsétoung (Mao Zedong) proclame la République populaire de Chine.

1er janvier 1950 : Radio Pékin annonce la prochaine « libération du Tibet ».

2 janvier 1950 : Mao Tsétoung envoie un télégramme depuis Moscou confirmant les responsabilités militaires et administratives de la Région militaire nord-ouest (concerne la partie nord est du Tibet).

Janvier 1950 : Radio Lhasa, opérée par le gouvernement tibétain, relaie pour la première fois des informations en tibétain, en chinois et en anglais (par Reginald Fox).

31 janvier 1950 : Radio Lhasa rejette la revendication de Pékin qui considère le Tibet comme faisant partie de la Chine.

Février 1950 : sous la conduite du ministre Shakabpa, le Tibet envoie une délégation vers la Chine, mais pour des raisons politiques, celle-ci n'a pas pu s'y rendre.

Mai 1950 : premier conflit entre les forces communistes et tibétaines à Denkhog dans la province du Kham.

24 juillet 1950 : 600 cavaliers de l'armée chinoise arrivent à Kyégoudo (Jeykundo) au Tibet oriental.

1er août 1950 : 130 cavaliers de l'armée chinoise partent du Xinjiang et arrivent à Gyertsé dans Ngari (le Tibet occidental).

6 septembre 1950 : le 18ème Corps d'Armée de la Libération populaire chinoise (APL), placé sous le commandement de Zhang Guohuo, arrive à Kardzé (ch. Ganzi, écrit sur cette carte Garzê) au Tibet oriental.

7 octobre 1950 : tandis que la guerre de Corée bat son plein, 40 000 soldats de l'Armée populaire de Libération (APL) franchissent le fleuve Dritchou (Yangtse).

N.B. Tous les documents officiels chinois citent cet événement comme étant la "libération pacifique" du Tibet car, pour la Chine communiste, il s'agit de "libérer le Tibet du joug des forces impérialistes occidentales" et "d'éléments réactionnaires".

19 octobre 1950 : Ngabo Ngawang Jigmé, le gouverneur du Kham (Do-tchi), capitule face aux troupes communistes. A cette occasion, la Chine annonce "la liquidation de 5 638 ennemis, 180 soldats tués et blessés".

24 octobre 1950 : L'APL prend le contrôle du chef-lieu du Tibet oriental, Tchamdo (Chamdo) à l'issue de 20 batailles contre l'armée tibétaine.

26 octobre 1950 : l'Inde proteste formellement contre l'invasion du Tibet par des troupes chinoises.

Novembre 1950 : La Chine déclare la constitution du Comité de Libération de Tchamdo.

1er novembre 1950 : le gouvernement tibétain envoie une lettre au régime communiste.

7 novembre 1950 : le Tibet lance un appel à l'ONU.

9 novembre 1950 : Ngabo Ngawang Jigmé, désormais entre les mains de la force de l'APL, envoie un télégramme au Gouvernement du Tibet à Lhasa l'informant de la nécessité d'envoyer des émissaires gouvernementaux tibétains à Pékin pour engager des pourparlers.

10 novembre 1950 : la Chine communiste fait une première déclaration sur le futur statut du Tibet.

17 novembre 1950 : le XIVème Dalai Lama assume les pleins pouvoirs.

9 décembre 1950 : fuite du Dalai Lama vers la frontière sikkimaise, à Dromo (Yadrong ou Yatung).

6 février 1951 : Les émissaires tibétains, Thaupten Legmon et Sampho Tenzin Dhondrup arrivent à Tchamdo (Chamdo).

27 février 1951 : Le Gouvernement du Tibet décide d'entrer en négociation avec Pékin.

26 avril 1951 : La délégation tibétaine dirigée par Ngabo Ngawang Jigmé et Sampho Tenzin Dhondrup arrive à Pékin.

23 mai 1951 : accord en 17 points signé à Pékin entre la Chine et le Tibet, dit "Accord entre le Gouvernement central de la Chine et le gouvernement local du Tibet sur les mesures pour la libération pacifique du Tibet".

N.B. Accord signé sous la menace d'une invasion du Tibet central et par des délégués qui n'avaient pas l'autorité du gouvernement du Tibet. Par ailleurs, le sceau-signature des délégués tibétains a été fabriqué sur place à Pékin. Accord accepté par un télégramme du Dalaï Lama à Mao Tsétoung en septembre 1951 ; dénoncé en avril 1959 par le Dalaï Lama à Tezpur (Assam), Inde.

27 mai 1951 : Radio Pékin annonce la signature de l'Accord en 17 Points.

29 juin 1951 : 280 soldats supplémentaires partent rejoindre les forces APL déjà arrivées à Gyertse et se dirigent vers Pourang au Tibet occidental.

1 juillet 1951 : le 18ème corps de l'armée chinoise quitte Kardzé (Garzê) à destination de Tchamdo (Chamdo)

16 juillet 1951 : Routhok au Tibet occidental est "libéré" par l'APL.

8 août 1951 : le Général chinois Chang Chin Wu arrive à Lhasa après avoir rencontré le Dalai Lama à Dromo (Yatung ou Yadrong) le 14 juillet 1951.

17 août 1951 : retour du Dalaï Lama à Lhasa.

22 août 1951 : l'armée chinoise de la région Nord-Ouest quitte l'Amdo à destination de Lhasa.

28 août 1951 : le 18ème corps d'armée sous le commandement de Zhang Gouhuo et Tan Kua Sen, quitte Tchamdo à destination de Lhasa.

9 septembre 1951 : plusieurs milliers de soldats de l'APL entrent à Lhasa.

15 nov. 1951 : L'armée chinoise arrive à Gyeltsé et à Shigatsé au Tibet central.

1 décembre 1951 : L'armée de la région Nord-Ouest arrive à Lhasa.

10 février 1952 : création par la Chine de la Région militaire du Tibet.

11 mars 1952 : premier soulèvement à Lhasa des Tibétains contre la présence chinoise.

27 avril 1952 : sous pression chinoise, deux Premiers ministres tibétains, Lukhangwa et Lobsang Tashi ont été congédiés.

6 septembre 1953 : dissolution du Ministère des affaires étrangères du Tibet (bod gzhung phyi rgyal las khungs) et sa fusion avec les Affaires étrangères de la Chine populaire.

29 avril 1954 : « Accord de Cinq Principes » ou *Pancha Sheel* entre l'Inde et la Chine signé à Pékin, par lequel le Tibet est reconnu comme une région de la Chine. L'Inde cède ainsi tous les droits extra-territoriaux et privilèges qu'elle a hérités de la puissance coloniale britannique. La Mission de l'Inde à Lhasa devient simplement « Consulat général ».

N.B. Accord signé sans consultation avec le Tibet. Le Premier ministre indien Nehru a naïvement cru qu'en signant cet accord, la Chine accepterait les délimitations frontalières entre la Chine (c'est-à-dire le Tibet désormais considéré comme une région chinoise) et l'Inde, ce qui assurerait la paix entre les deux géants de l'Asie.

1954 : la Chine se donne une nouvelle Constitution qui exclut tout droit de sécession des régions autonomes. Un article précise que la Chine accorde une « Autonomie régionale », mais que « les Régions autonomes » font partie intégrante de la République populaire de Chine.

N.B. Or en 1931, la Constitution de la République soviétique de Jiangxi du mouvement communiste accordait le droit aux régions autonomes de se séparer de la République populaire pour devenir des pays indépendants.

15 décembre 1954 : ouverture de la route Qinghaï-Tibet jusqu'à Lhasa.

1954-1955 : voyage officiel du Dalai Lama en Chine.

9 mars 1955 : à Pékin, la Chine lance le Comité préparatoire pour la « Région autonome du Tibet » (CPRAT).

Début 1956 : généralisation des révoltes des Tibétains de la région orientale du Kham contre l'instauration de communes populaires et les attaques contre le clergé.

22 avril 1956 : à Lhasa, en présence de Chen Yi, le CPRAT est officiellement inauguré.

1956 : accord commercial signé par la Chine avec le Népal. L'article 3 de cet accord stipule que « Tous les traités et documents existant entre le Népal et la Chine y compris ceux entre le Népal et la Région du Tibet de la Chine sont abrogés ».

N.B. L'accord népalo-tibétain de 1856 par lequel le Népal jouissait de droits privilégiés est rendu caduc. La Mission du Népal à Lhasa est désormais rétrogradée au statut d'un « Consulat ».

Novembre 1956 : le Dalai Lama se rend en Inde pour célébrer le 2 500ème anniversaire du Bouddha Shakyamouni.

1956 : soutien de la CIA aux Tibétains dans l'optique de la lutte de l'Amérique contre le communisme.

21 mars 1957 : organisation de la résistance armée tibétaine. Un premier groupe de 6 Tibétains a pu gagner l'île Pacifique de Sa'pan pour être entraîné par la CIA.

16 juin 1958 : formation de Chushi Gangdruk (littér. "Quatre rivières et Six montagnes" qui décrit la géographie de deux provinces orientales du Tibet - Amdo et Kham) à Chagtsa Drigouthang dans le district de Lhokha, conduite par Andruk Gonpo Tashi et d'autres dirigeants du Tibet oriental pour mener une résistance armée contre l'invasion chinoise.

10 mars 1959 : soulèvement populaire des Tibétains contre l'invasion chinoise à Lhasa.

12 mars 1959 : soulèvement des femmes tibétaines à Lhasa contre l'invasion chinoise du Tibet : plus de 15 000 femmes y participent. Leurs chefs ont été arrêtés et exécutés publiquement par les forces chinoises.

16 mars 1959 : fuite en Inde du Dalai Lama.

23 mars 1959 : l'armée chinoise hisse, pour la première fois, le drapeau aux cinq étoiles de la Chine populaire sur le fronton du Palais de Potala.

28 mars 1959 : Zhou Enlai annonce la dissolution du Gouvernement « local » du Tibet.

1er avril 1959 : le Dalai Lama et son entourage arrivent au poste frontalier de Tchou Tr'angmo (Chudrangmo) et sont accueillis en Inde.

N.B. Tous les documents chinois réfèrent ces événements comme l'arrivée de la "réforme démocratique".

15 juillet 1959 : tous les billets de banque (*sang*) et monnaie (*tamka*) du Tibet ont été remplacés par la devise chinoise *Renminbi*.

Mars 1964 : le 10ème Panchen Lama est arrêté à Lhasa après avoir apporté son soutien public au Dalai Lama.

Août 1964 : à Lhasa, plus de 10 000 étudiants tibétains organisent une manifestation contre la politique chinoise.

1965 : découpage administratif arbitraire du Tibet.

1er septembre 1965 : création de la "Région autonome du Tibet" (RAT) qui comprend le Tibet central et occidental, alors que les provinces du Kham et de l'Amdo sont définitivement incluses dans les provinces chinoises du Sichuan, Qinghai, Gansu et Yunnan.

COMMEMORATION DU SOULEVEMENT

Chaque année, où qu'ils soient, les Tibétains commémorent le 10 mars, pour qu'eux-mêmes se

souviennent et pour rappeler au monde que ceux qui sont morts pour la cause de la liberté ne sont pas morts en vain, que leur mort est un sacrifice juste et noble, consenti pour que puisse renaître un Tibet libre.

En France, comme chaque année, une manifestation commémorative nationale du 10 Mars 1959 est organisée à Paris tandis que dans plusieurs villes de provinces, des manifestations commémoratives sont organisées par des réseaux des associations et groupes de soutien au peuple tibétain. Pour plus de détails, à consulter ces sites : www.tibet-info.net ou www.tibetan.fr.

ACTION « DRAPEAU POUR LE TIBET »

Depuis 1996, plusieurs communes en France et en Europe, ont décidé de hisser le drapeau du Tibet autour du 10 mars pour manifester leur solidarité envers le peuple tibétain et ainsi soutenir la lutte non-violente de Sa Sainteté le Dalaï Lama dans sa recherche de solution négociée avec la Chine pour résoudre durablement le problème du Tibet.

C'est ainsi qu'en France, près de 500 communes arborent une fois par an le drapeau du Tibet et plus de 300 communes ont décidé de le hisser de façon permanente. Ces actions ont pris de l'ampleur et depuis, sont suivies dans de nombreux pays européens. Emues par les répressions brutales des forces chinoises contre les manifestants tibétains au cours du printemps 2008, plusieurs centaines de mairies se sont déclarées solidaires de cette action. Par ailleurs, près de 400 mairies ont hissé les couleurs du Tibet lors des JO de Pékin.

Pour la première fois, le 10 mars 2006, la Ville de Paris et le Conseil régional d'Ile-de-France, ont décidé de hisser le drapeau du Tibet dans le cadre d'une cérémonie officielle afin de montrer leur solidarité au peuple tibétain.

Depuis 1991, plus de 200 communes dans l'Hexagone ont également décidé de parrainer un ou plusieurs prisonniers d'opinion tibétains détenus par les autorités chinoises.

Cette action bénéficie d'un grand écho sur le plan national et international. La Chine demeure très sensible à cette marque de soutien manifesté par les élus représentant les populations d'un pays dont la devise est « Liberté, Egalité, Fraternité ». Ces actions comptent beaucoup dans la poursuite du dialogue initié par Sa Sainteté le Dalaï Lama qui, plus que jamais, est déterminé à poursuivre le combat pour son peuple en s'appuyant sur les valeurs de la démocratie, de la justice et de la liberté. Il est également important de se rappeler que le peuple tibétain, dans sa très grande majorité, mène une résistance active de non-violence et ce dans des conditions extrêmement contraignantes que vous connaissez tous.

Aujourd'hui au Tibet, hisser ce drapeau est considéré par les autorités chinoises comme un acte "séparatiste" portant atteinte à la "sécurité de l'Etat". De ce fait, cela reste puni d'une peine très sévère ! C'est pourquoi l'acquisition d'un drapeau tibétain dans notre monde libre, constitue un acte hautement symbolique et représente votre soutien indéfectible au combat non violent que mène le peuple tibétain depuis 1950 face aux répressions des autorités chinoises.

Quelques références bibliographiques :

Au loin la liberté Ed. Fayard. Autobiographie du dalaï lama

Tibet Rouge, capturé par l'armée chinoise au Kham Ed. Olizane. Récit de et par Robert Ford.

Le feu sous la neige Ed. Actes Sud Récit autobiographique de Palden Gyatso qui a survécu 32 ans de camps de concentration et de tortures pour son engagement politique.

Ama Adhe, Voix de la mémoire. Ed. Dangles. Récit d'Ama Adhe qui a survécu 27 ans de camp de concentration et de torture pour avoir assisté son époux qui menait dès 1955 des résistances armées dans la région du Kham contre l'armée chinoise.

Et que rien ne te fasse peur. Ed. Nil. Récit de Ani Patchen qui a survécu 22 ans de camps de concentration et de torture pour avoir mené des résistances contre l'armée chinoise.

La tragédie du Tibet Ed. La Martinière. Récit sur l'histoire du Tibet contemporain par Kim Yeshe assortie des images inédites d'une grande valeur historique.

SOURCE : Bureau du Tibet, Paris.